



Note de lecture
Octobre 2007

Marché

Perspectives à moyen terme des marchés agricoles et du revenu dans l'Union européenne 2007-2014

Source : DG AGRI – juillet 2007

Groupe Prospective

Auteur : Commission européenne - DG AGRI
http://ec.europa.eu/agriculture/publi/caprep/prospects2007a/index_en.htm

Date de publication : Juillet 2007. Ces projections ont été réalisées à partir des informations statistiques disponibles en juin 2007.

Problématique de l'étude : L'objectif de l'étude est d'établir des prévisions d'évolution des marchés agricoles et du revenu des agriculteurs dans l'Europe des 27 à l'horizon 2014.

Méthodologie : La DG Agri a travaillé à partir de trois modèles de projection couramment utilisés par les services de la DG Agri.

Cadre de la prévision

- Politique agricole constante : les réformes à venir (bilan de santé, réduction de la jachère, libération des quotas laitiers ne sont pas pris en compte).
- Les accords OMC relatifs aux négociations agricoles sont inchangés sur la période 2003-2010. C'est-à-dire application pleine entière de l'Uruguay Round mais sans plus.
- La suppression progressive de l'intervention sur le maïs d'ici 2009 est intégrée.
- Hausse de la population de l'UE 27 (+ 0,14 %/an entre 2007 et 2014 mais baisse dans les nouveaux Etats-membres).
- Taux d'inflation de l'ordre de 2,1 % par an.
- Une croissance différenciée par zone.

	Taux de croissance sur la période 2007-2014
UE à 27	2,7 % / an
UE 15	2,5 % / an
UE 10	5,2 % / an
UE 2	6,2 % / an

- Un taux de change euro / dollar qui passe de 1,33 \$ pour 1 € en 2007 à 1,15 \$ en 2014.

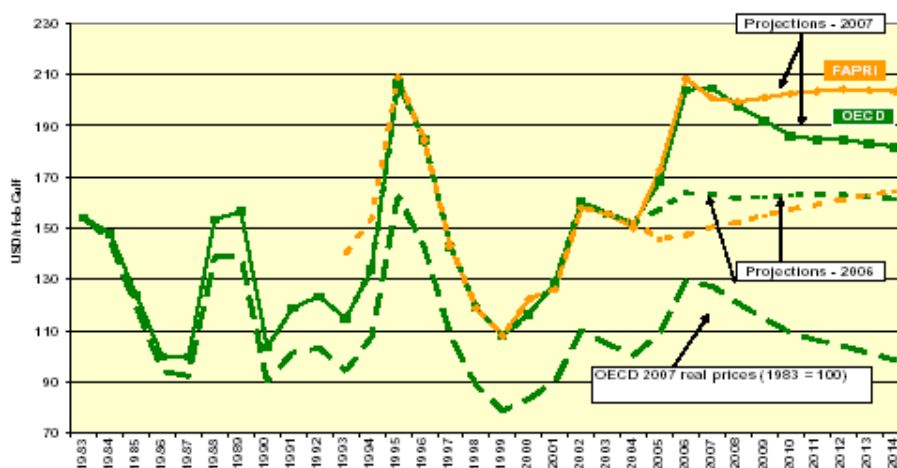
Principaux résultats pour l'UE à 27

Le marché des céréales

- Stabilité de la sole de céréales (baisse de l'orge au profit du blé du seigle et du maïs) à 59 millions ha.
- Ralentissement important dans la progression des rendements : + 0,8 % / an.
- La demande européenne en bioéthanol n'est pas en cause dans la flambée des cours 2007 (1 % de la production de céréales européennes).
- Hausse des débouchés énergétiques qui passeraient de 4 à 19 millions de tonnes entre 2007 et 2014.
- Baisse de la consommation de céréales dans l'alimentation animale, car l'offre de co-produits des biocarburants réduit l'intérêt à incorporer des céréales dans l'alimentation animale. De plus, ce débouché progresserait de toute façon moins vite que par le passé.
- Rupture de pente dans l'évolution des prix du blé tendre : d'une baisse tendancielle 1991-2005, on passerait à une hausse liée à une forte demande intérieure (hors alimentation animale en baisse) et un développement de l'export (réduction du taux de change euro / dollar, demande énergétique dans de nombreux pays, et hausse de la demande en Afrique du nord et en Asie). A noter que les organismes de prévision (FAPRI, OCDE) ont fortement revalorisé les niveaux de prix à long terme depuis leurs prévisions 2006.
- Cette prévision est établie à politique agricole constante : pas de suppression de la jachère.

Remarque : La Normandie est très concernée par ces évolutions : baisse de l'intérêt des blés pour l'alimentation animale, hausse de l'export en volume en cas de taux de change favorable. L'absence de débouchés en farine meunière de haute qualité (en tout cas en BN) ne permettra pas d'être présent sur ce segment du marché pourtant prévu en hausse.

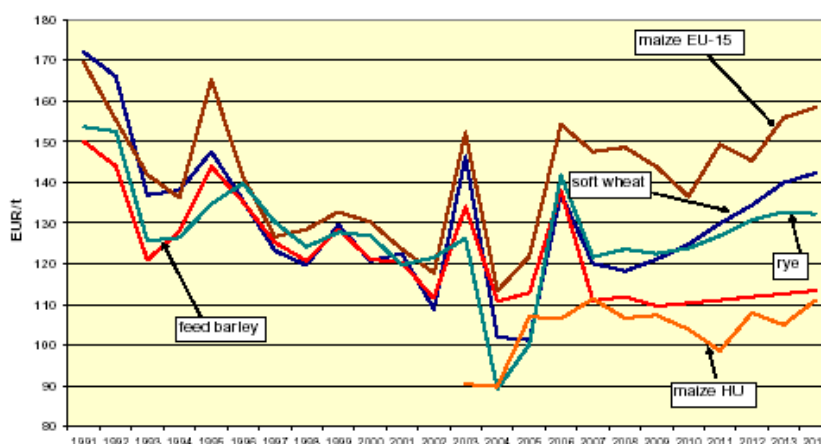
Graph 1 Development in nominal and real world market prices, hard red winter fob Gulf (US/t), 1983-2014



- Sur la comparaison des prévisions FAPRI et OCDE, entre 2006 et 2007, on notera une différence de vue entre les deux organismes : après la hausse de 2006/2006, le FAPRI table sur un maintien des prix à un niveau élevé sur le moyen terme, tandis que l'OCDE prévoit une baisse.

- Ce graphique illustre bien la rupture de pente : 2004-2005 serait le point bas d'une période de baisse continue des prix des céréales, lesquelles repartiraient à la hausse sur le moyen terme (ceci à PAC et OMC constant).
- En juin 2007, les prévisionnistes européens ne pressentaient toujours pas la flambée de l'été.

Graph 2 Development in nominal cereal prices in the EU (EUR/t), 1991-2014



Le marché des oléagineux

- Deux moteurs à la production des oléagineux : une demande croissante en huile alimentaire et le développement des biocarburants, notamment pour le colza.
- Cette demande croissante sera en partie comblée par l'importation d'huile car la production est limitée pour au moins deux raisons : les accords de Blair House qui limitent la surface en oléagineux à destination non alimentaire et les limites agronomiques à l'expansion de la culture de Colza, et celles des ressources en eau pour le tournesol.
- Les prévisionnistes tablent sur une forte augmentation des rendements en colza (+ 1,8 % par an) pour assurer la croissance de la production (+ 32 % en tonnage entre 2007 et 2014). L'importation devrait aussi progresser en provenance d'Ukraine et de Russie.
- La destination "bioénergie" pour les oléagineux devrait doubler en 7 ans pour atteindre 21 millions de tonnes (soit plus de la moitié de la production européenne).
- Aucune indication sur les prix.

Le marché du sucre

La production européenne devrait poursuivre sa réduction en application de la réforme. Baisse de 500 000 ha. La destination bio énergie passe de 1,1 à 2,2 millions de tonnes. Les stocks européens baissent (- 60 %) et l'Europe devient importateur net avec une production (15 mios de tonnes) inférieure à sa consommation (21 mio t). Pas d'indication sur les prix dans le document.

Deux encadrés dans l'étude (Voir précisions en annexe)

Liens entre prix agricoles et prix à la consommation

Un encadré décrit les liens entre prix agricoles et prix à la consommation. Une synthèse est disponible en annexe. L'analyse conclue à l'absence de lien entre ces deux indices. Selon les auteurs, l'augmentation de la qualité (au sens global : élaboration, services rendus...) des produits finis est beaucoup plus rapide que l'accroissement de la qualité intrinsèque des matières premières agricoles.

Impact d'une incorporation obligatoire de 10 % de biocarburant en 2020

Un second encadré (voir synthèse détaillée en annexe) donne les conclusions d'une étude menée par la DG Energie et Transport de la Commission européenne sur l'impact d'un taux d'incorporation obligatoire de 10 % en biocarburants en 2020.

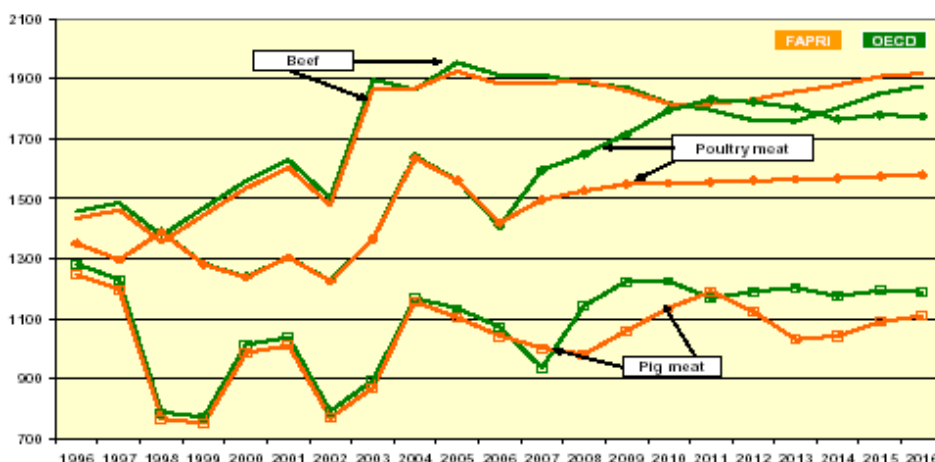
- La poursuite des tendances actuelles conduirait à un taux d'incorporation de 7 % en 2020.
- Atteindre 10 % d'incorporation conduira à mobiliser 15 % de la SAU en 2020 et à importer 20 % de la production de biocarburants.
- La principale source de production additionnelle serait la levée du gel des terres.
- L'analyse conclut que l'objectif de 10 % d'incorporation ne devrait pas entraîner de fortes pressions sur les marchés.

Le marché de la viande bovine : vers une sous-production structurelle assumée

Baisse de la production à l'horizon 2014 (- 5 % de 2007 à 2014) liée à la baisse structurelle du troupeau laitier et au découplage sur l'élevage bovin. La consommation devrait se réduire à un rythme plus lent (- 2 % en volume total, - 3 % par habitant), ce qui nécessitera une progression de 30 % des importations (qui représentent 6,7 % de la consommation européenne en 2007 et atteindraient 9 % en 2014 : soit une hausse de 170 000 tonnes).

Ces prévisions sont réalisées à politique constante (pas d'accord à l'OMC, ni de libération des volumes laitiers).

Graph 15 Outlook for meat commodity prices, 1996 – 2016 (\$/t)



Prix MONDIAUX

Le marché de la viande porcine : moins de place à l'export

L'étude annonce une progression modérée de la production porcine (+ 2 %), soit un rythme inférieur à la consommation estimée à 3 % (+ 2 % par habitant). L'équilibre étant assuré par une baisse significative (- 11 %) des exportations et une stagnation des importations.

Le marché de la viande de volailles : UE 27 importateur net en 2014

La hausse de la production (+ 8 %) ne sera pas suffisante pour assurer l'accroissement de la consommation intérieure (+ 10 %). L'application des accords commerciaux signés en 2007 avec le Brésil et la Thaïlande (quotas d'importation à taux réduits, en contrepartie d'un réarmement relatif des droits pleins) va faciliter le développement des importations (+ 22 %) mais permet de protéger le marché européen sur le moyen terme.

L'étude ne comporte pas de volet prix européens sur les viandes. La consommation individuelle de viande est estimée atteindre 86,7 kg par habitant et par an en 2014 dans l'UE à 27. Le porc est le plus consommé (50 %), suivi de la volaille (28 %) dont la part progresse le plus (1,8 point en 7 ans sur le total viande).

Le marché des produits laitiers : libéralisation des quotas non-intégrée

Cet exercice de prévision dans le secteur laitier est réalisé à politique constante (pas de libération progressive des volumes) La Commission prévoit une hausse de 7 % de la production de fromage, qui permet de couvrir une partie de la hausse de la consommation estimée à 9 %. Les importations progresseraient de 14 %, mais l'Europe reste exportateur net en fromage.

En beurre, les prévisions font état d'une diminution de la production (- 5 %) plus rapide que la consommation (- 2 %), ce qui permet de réduire les quantités exportées de 62 %. Cette baisse de la consommation de beurre est un phénomène nouveau, jusqu'à présent les prévisions macroéconomiques tablaient sur une stabilité de ce marché en volume global.

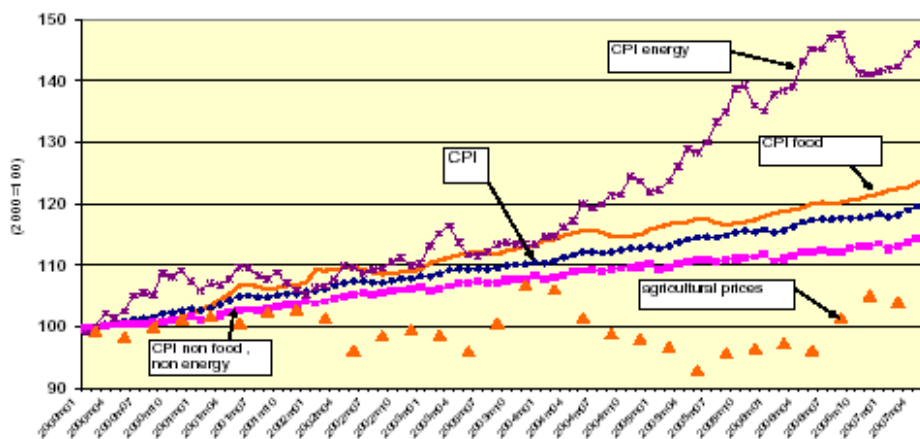
ANNEXE

Hausse des prix	
Encadré différentiel prix agricoles - prix à la consommation	p 1
Biocarburants	
Encadré étude d'impact 10 % d'incorporation de biocarburant en 2020	p 2
Produits laitiers	
Prix mondiaux prévisions 2014 FAPRI et OCDE	p 3
Prévisions détaillées production/consommation/échanges	
Produits végétaux	
Prévisions détaillées production/consommation/échanges	p 4
Produits carnés	
Prévisions détaillées production/consommation/échanges	p

Liens entre prix agricoles et prix à la consommation

L'étude analyse, dans un encadré spécifique, le lien qui existe entre l'évolution du prix des denrées agricoles et les prix à la consommation.

Graph 3: Development of nominal agricultural producer price indices and consumer price indices (CPI) in the EU (2000=100)



L'étude précise qu'il n'y pas de lien direct entre l'évolution de ces deux indices pour différentes raisons :

- ❑ La croissance de l'élaboration : la valeur des matières premières agricoles baisse dans les coûts de l'alimentation. Celui-ci est davantage corrélé aux coûts du capital, de la main-d'œuvre et de l'énergie.
- ❑ La pression croissante sur les prix des produits de base (concentration des opérateurs).
- ❑ Aucun lien évident sur la transmission des prix entre matière première et produit fini, même si cela peut arriver ponctuellement.
- ❑ Baisse continue de la part de l'alimentation dans les dépenses des ménages.
- ❑ L'augmentation de la qualité (au sens global : élaboration, services rendus...) des produits finis est beaucoup plus rapide que l'accroissement de la qualité intrinsèque des matières premières agricoles.
- ❑ La baisse des prix agricoles (hors inflation) est une tendance de très long terme.

L'étude précise ensuite que la part de céréales dans le prix du pain est de 5 % (une hausse de 33 % du prix des céréales, induit une augmentation de 1,7 % du prix du pain). L'impact est plus significatif pour la viande blanche (porc et volailles) où, selon l'étude, la part des matières premières agricoles dans le prix des viandes blanches au consommateur est de 40 %.

Impact d'une incorporation obligatoire de 10 % de biocarburants en 2020 sur les marchés agricoles

L'objectif européen en 2010 est de 5,75 %. La DG TREN (Direction Générale de l'énergie et des Transports, avec Jacques BARROT à sa tête) estime qu'il sera difficile à atteindre, et que la poursuite de la tendance permettrait de porter à 6,9 % le taux d'incorporation à l'horizon 2020. L'étude détaille les effets d'une accélération du processus pour atteindre les 10 points, et passe en revue les principaux déterminants qui concourront à atteindre ces objectifs :

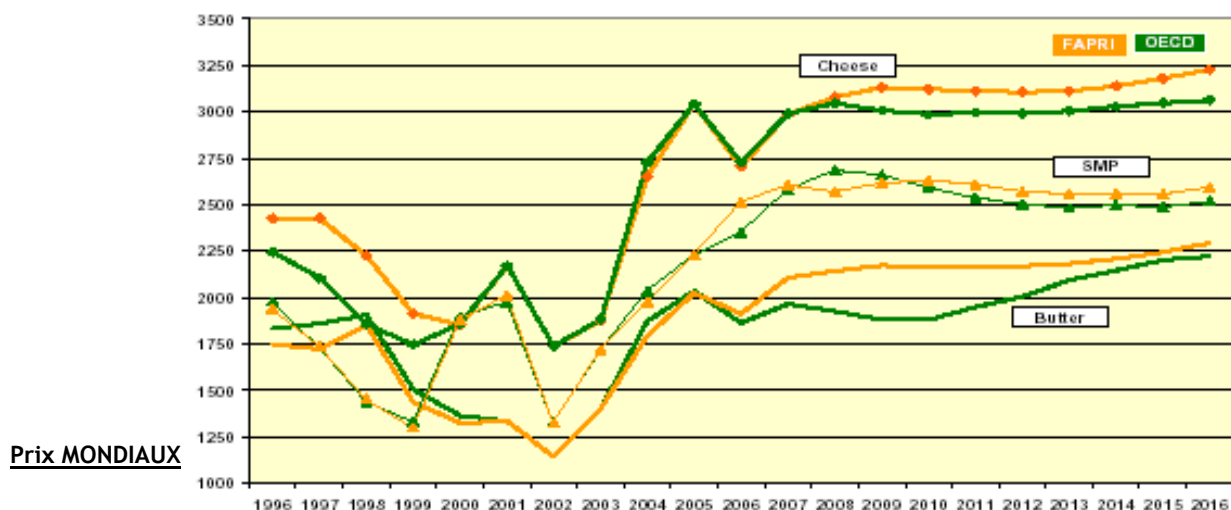
- L'avancée technologique qui conditionnera les futurs coûts de production (faisabilité technique des outils de seconde génération, vitesse de réalisation...).
- La surface agricole disponible pour ce débouché.
- Les accords de Blair house qui limitent la production d'oléagineux à la surface en jachère.
- La progression du rendement énergétique à l'hectare permis par les systèmes de seconde génération (utilisation de la plante entière mais aussi de taillis, de déjections animales et de sous-produits d'abattoirs, destinées actuellement à l'équarrissage).
- La part du diesel dans les besoins énergétiques de demain (politique fiscale).
- Les politiques douanières en matière de biocarburants et des matières premières concernées (sucre, éthanol, graines oléagineuses, huiles, copeaux de bois...).
- La localisation des zones de production (matières premières) et transformation (usine). Ce choix aura des conséquences pour le marché des sous-produits qui peut donner un avantage concurrentiel aux filières animales de proximité (américaines, brésiliennes ou européenne selon les cas).
- Les marchés mondiaux et locaux de l'alimentation animale (matières premières), en lien avec les coûts de transports.
- Le prix du pétrole.

Ensuite, l'étude décrit les **conséquences en 2020** de cet objectif de 10 % d'incorporation :

- Une hausse des prix de 3 % à 6 % pour les céréales, de 8 % à 10 % pour l'huile de colza, et de 15 % pour l'huile de tournesol. Effet neutre pour les éleveurs du fait de la disponibilité croissante des sous-produits des biocarburants à des prix compétitifs.
- L'obligation d'incorporation de 10 % de biocarburants correspond à 59 millions de tonnes de céréales, soit 18 % de la consommation de l'UE, (première et seconde génération de biocarburants confondus : (maïs, blé tendre, orge et paille).
- Le développement de cette filière serait positif pour l'emploi agricole (moins de diminution) et industriel.
- Atteindre cet objectif en 2020 nécessitera d'importer environ 20 % de la production de biocarburants, dont environ 50 % seraient destinés aux carburants de première génération.
- L'étude estime entre 5 et 7 millions d'hectares la surface supplémentaire à consacrer aux biocarburants. La principale source de production additionnelle serait le gel des terres obligatoires qui couvre actuellement 3,9 millions d'ha.
- La surface agricole consacrée à la production de biocarburants atteindrait ainsi 17,5 millions d'hectares en 2020, soit 15 % de la superficie agricole totale, pour atteindre l'objectif de 10 % d'incorporation (en 2020 : 13,3 millions d'hectares de céréales sur un total de 62,5 millions d'hectares, 0,6 million d'hectares de betteraves sur un total de 1,43 million d'hectares, et 2,9 millions d'hectares de graines oléagineuses sur un total de 8,5 millions d'hectares).

Le rapport conclut donc que l'objectif de 10 % ne devrait pas entraîner une forte pression sur les marchés. Le développement de la production de biocarburants dans l'UE permettra en outre de créer de nouveaux emplois et fournira un nouveau débouché commercial aux agriculteurs.

Graph 20 Outlook for dairy commodity prices, 1996 – 2016 (\$/t)



PREVISIONS DG AGRI 2007-2014			2006 (25)	2007(27)	2014	% 2014/2007
LAIT	production nette	mio t	148	148	148	0%
	dont UE 15	%	81%	81%	81%	
	% matière grasse	%	4,04	4,02	4,03	0%
	% protéine	%	3,35	3,36	3,38	1%
	Lait par vache	kg/VL	6 089	6 212	6 737	8%
	Don UE 15	%	110%	110%	106%	-3%
	Nombre de VL	mio tête	24,2	23,9	22	-8%
dont UE 15	%	74%	74%	77%		
FROMAGE	production nette	ktec	8 834	9 078	9 756	7%
	dont UE 15	%	86%	85%	84%	
	import	ktec	100	102	116	14%
	export	ktec	585	620	542	-13%
	Consommation	ktec	8 350	8 560	9 331	9%
	conso / hab	Kg/ha /an	17	17,4	18,8	8%
conso/hab UE15		18,8	19	19,6	3%	
BEURRE	production nette	ktec	2 089	2 070	1 967	-5%
	dont UE 15	%	87%	87%	87%	
	import	ktec	84	77	77	0%
	export	ktec	248	203	78	-62%
	Consommation	ktec	1 993	2 006	1 966	-2%
	conso / hab	Kg/ha /an	4,07	4,08	3,96	-3%
conso/hab UE15		4,52	4,53	4,35	-4%	
POUDRE GRASSE	production nette	ktec	861	861	811	-6%
	dont UE 15	%	80%	80%	79%	
	import	ktec	21	21	31	48%
	export	ktec	85	64	37	-42%
	Consommation	ktec	798	818	804	-2%

PREVISIONS DG AGRICULTURE 2007-2014			2006 (25)	2007(27)	2014	% 2014/2007
CEREALES	surface	mio ha	50	58	59	1%
	production	mio t	243	271	300	11%
	rendements	qx/ha	48	47	51	10%
	consommation	mio t	250	268	278	4%
	humaine	mio t	80	82	83	1%
	animale	mio t	158	169	165	-2%
	bioenergie	mio t	3	5	19	329%
	import	mio t	12	12	11	-8%
	export	mio t	21	21	35	62%
	stock fin	mio t	53	47	60	28%
	dont intervention	mio t	2	1	11	1457%
Jachère	obligatoire	mio ha	4	4	6	38%
	énergétique	mio ha	1	1	1	0%
	volontaire	mio ha	3	3	3	3%
	totale	mio ha	7	7	9	22%
BLE	surface	mio ha	18,6	22,7	23,2	2%
	production	mio t	108,4	120	137,8	15%
	rendements	qx/ha	58	53	59	12%
	consommation	mio t	105,7	114,1	120,8	6%
	humaine	mio t	48,3	49,9	53,6	7%
	animale	mio t	52,1	57,4	50,3	-12%
	bioenergie	mio t	1,4	2	11,1	455%
	import	mio t	4	4,7	4,7	0%
	export	mio t	11	12	22,4	87%
	stock fin	mio t	21,7	20,4	30,5	50%
	dont intervention	mio t	0	0,1	0	
OLEAGINEUX	surface (hors jach)	mio ha	6,6	9,1	9,5	4%
	production (yc jach)	mio t	20,1	26,2	34,6	32%
	rendements	qx/ha	31	29	37	25%
	consommation	mio t	43,6	48,7	66,6	37%
	bioenergie	mio t	8,1	10,2	19,5	91%
	import	mio t	24	23,9	32,3	35%
	export	mio t	0,5	0,3	0,3	0%
	stock fin	mio t	8,1	9,4	12,3	31%
	SUCRE	surface (hors jach)	mio ha	2	2,1	1,7
production (yc jach)		mio t	17,4	19,1	15,6	-18%
consommation		mio t	17,4	18,6	20,9	12%
bioenergie		mio t	1	1,1	2,2	100%
import		mio t	4,1	3,8	4,4	16%
export		mio t	2,2	2,2	0,3	-86%
stock fin		mio t	7,3	7,3	2,9	-60%

PREVISIONS DG AGRICULTURE 2007-2014			2006 (25)	2007(27)	2014	% 2014/2007
viande bovine	production nette	ktec	8 064	7 980	7 547	-5%
	dont UE 15	%	90%	90%	91%	
	import	ktec	620	568	741	30%
	export	ktec	185	124	56	-55%
	Consommation	ktec	8 499	8 424	8 232	-2%
	conso / hab	Kg/ha /an	17,3	17,1	16,6	-3%
	conso/hab UE15		19,9	20	19,4	-3%
viande porcine	production nette	ktec	21 857	22 049	22 557	2%
	dont UE 15	%	83%	82%	81%	
	import	ktec	105	34	38	12%
	export	ktec	1410	1291	1154	-11%
	Consommation	ktec	20 552	20 792	21 440	3%
	conso / hab	Kg/ha /an	41,9	42,2	43,2	2%
	conso/hab UE15		42,2	42,8	43,4	1%
viande volailles	production nette	ktec	10 972	11 160	12 034	8%
	dont UE 15	%	79%	79%	78%	
	import	ktec	708	611	747	22%
	export	ktec	863	789	693	-12%
	Consommation	ktec	10 817	10 982	12 088	10%
	conso / hab	Kg/ha /an	22	22,3	24,3	9%
	conso/hab UE15		21,9	22,4	24,2	8%